



DÉLIBÉRATION 2025 04 -

Débat d'Orientation Budgétaire 2025 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire

Séance du Comité syndical du 17 mars 2025

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la délibération 2023-35 du comité syndical du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier stipulent qu'un rapport d'orientations budgétaires présenté par le Président doit faire l'objet d'un débat au Comité syndical, dans un délai de dix semaines précédant la présentation et le vote du budget en M57.

Conformément aux dispositions du décret n°2016-841 du 24 juin 2016, ce rapport doit comporter les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette, l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel sur le plan des rémunérations et du temps de travail.

Le rapport annexé a donc pour objet de présenter les éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre sur les orientations budgétaires de l'exercice 2025.

Il vous est donc proposé de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2025 sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2025 04 –

Débat d'Orientation Budgétaire 2025 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire

Séance du Comité syndical du 17 mars 2025

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;

Vu la délibération 2023-35 du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier qui stipule que dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget en M57, le Président présente au Comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ; que ce rapport donne lieu à un débat au Comité syndical, dans les conditions fixées par l'article 16 des statuts et du règlement intérieur du comité syndical ;

Considérant que pour les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ce rapport comporte l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, et du temps de travail ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif 2025 ; Sur le rapport du Président figurant en annexe ;

Le Comité syndical, après en avoir débattu,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2025 et de la transmission du Rapport d'Orientation Budgétaire annexé.

Le Président,

Sylvain Raifaud



ANNEXE

Rapport du Président sur les orientations budgétaires 2025

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la délibération 2023-35 du comité syndical du 10 octobre 2023 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier prévoient, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget en M57, un rapport sur les orientations budgétaires. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2025.

Il présente dans une première partie le contexte général de ces orientations budgétaires en revenant sur les principales évolutions récentes et en rappelant la situation budgétaire de 2024. Les principales tendances pour 2025 sont présentées.

Il présente ensuite l'état de la dette de l'Agence, rappelant un emprunt souscrit sur le budget principal totalement remboursé en 2022.

Enfin, il expose les orientations budgétaires pour 2025 sur les deux budgets : le budget principal Agence métropolitaine des mobilités partagées et le budget annexe "Régie Velib'" consacré à la gestion du service public Velib' Métropole.

Les orientations budgétaires du budget principal sont affectées par les conséquences de l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 21 février dernier dans le cadre du contentieux avec la société Autolib'.

Sommaire :

| | |
|---|-----------|
| 1. Le contexte général..... | 4 |
| 1.1. Les principales évolutions du budget de l'Agence depuis 2017..... | 4 |
| 1.2 Le contexte budgétaire du service Autolib'..... | 5 |
| 1.2. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole | 6 |
| 1.2.1. L'année 2024 | 6 |
| 1.2.2. Les principales évolutions à venir en 2025..... | 7 |
| 2. La structure de la dette du Syndicat | 7 |
| 3. Les projections budgétaires pour 2025 | 8 |
| 3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget principal (compétence Autolib') en 2025 | 8 |
| 3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2025 | 9 |
| 4. Les effectifs du Syndicat | 11 |
| 4.1 La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2024 | 11 |
| 4.2 Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2025 (budget principal et budget annexe Velib') | 13 |
| 4.3 Le temps de travail pour l'ensemble du personnel..... | 14 |
| 4.4 Le régime indemnitaire..... | 14 |
| 4.5 La nouvelle bonification indiciaire (NBI)..... | 14 |

1. Le contexte général

1.1. Les principales évolutions du budget de l'Agence depuis 2017

L'Agence, anciennement syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, assume depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire :

- La première compétence, Autolib', faisait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal de l'Agence, sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public. La fin prématurée de la concession le 25 juin 2018 a engendré une modification significative de la forme du budget principal, qui était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipement) qui ne faisaient que transiter par l'Agence.

Ainsi, l'Agence a eu l'obligation de recourir dès 2019 à l'appel de contributions auprès des collectivités adhérentes afin de pouvoir équilibrer ce budget. Cette forme sera reconduite en 2025 et perdurera sur les prochains exercices tant que les procédures en lien avec la fin de la concession se poursuivront.

Par sa délibération du 15 mars 2019, l'Agence avait prévu de constituer en cinq ans une provision de 20 M€.

Le 22 juin 2022, dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal 2022, l'Agence a approuvé l'augmentation de 12,5 M€ de cette provision, portant son montant à 32,5 M€. Il s'agissait de tenir compte d'une évaluation actualisée du risque contentieux au vu des pièces transmises à l'appui de la demande indemnitaire de la SAS Autolib'.

Ainsi, pour les deux dernières années de constitution de la provision (2022 et 2023), les versements des collectivités adhérentes ont été portés de 4M€ par an à 10,25 M€ par an. Ceci a engendré une modification du montant des contributions annuelles par station de 2022 et de 2023 qui est passé de 3 600 € pour la période 2019-2021 à 9 211 € pour 2022 et 2023.

- La seconde compétence, Velib' Métropole, fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe de l'Agence, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' Métropole, dans le cadre du marché public en cours. Les exercices 2018 et 2019 peuvent être qualifiés d'exercices transitoires car, du fait de dysfonctionnements lors de la mise en place du service, ils ne reflétaient pas l'activité initialement programmée dans le cadre du marché Velib' Métropole.

L'exercice 2020 quant à lui a vu une amélioration notable du service car, sur les 1 400 stations qui auraient dû être ouvertes, 1 390 stations étaient en service avec un niveau de recettes usagers équivalent à ce qui pouvait être espéré au lancement du marché. L'exercice 2021 a vu un accroissement du service avec l'ouverture de 31 nouvelles stations portant leur nombre à 1 421.

En 2022, le service a poursuivi son développement avec l'ouverture de 26 nouvelles stations, portant le nombre de stations total à 1 447.

En 2023, le service a maintenu son développement avec 31 nouvelles stations, portant ce nombre à 1 478.

En 2024, seules 10 nouvelles stations ont pu voir le jour pour des raisons extérieures à l'Agence. En cette année olympique et paralympique, les délais de traitement ont été rallongés. Fin 2024, le nombre de stations total était de 1 488.

Les stations non ouvertes en 2024 sont incluses dans le plan de charge de 2025 avec un objectif de 40 nouvelles stations en tout sur l'année. Le nombre total de stations du réseau devrait ainsi être porté à 1 528.

Les orientations budgétaires 2025 portent sur l'activité globale de l'Agence. Elles sont présentées successivement pour chacune des deux compétences, Autolib' et Velib' Métropole. Les deux budgets doivent être équilibrés.

1.2 Le contexte budgétaire du service Autolib'

Jusqu'à la fin prématurée du contrat de DSP, la majorité des dépenses et des recettes inscrites étaient des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Le comité syndical a, par délibération n° 2018 18 en date du 21 juin 2018, acté la fin de la délégation de service public (DSP) Autolib'.

Les conséquences budgétaires de cette fin prématurée ont été importantes, avec une baisse des recettes et une hausse des dépenses de fonctionnement.

Pour rappel, sur l'exercice 2024, les principales dépenses budgétées sont :

- Des charges de personnel de l'ordre de 1 277 700 € ;
- Des charges de gestion courante de 1 038 700 € regroupant les honoraires et les contrats de prestation de service qui sont des postes qui constituent des dépenses obligatoires consécutives aux différentes procédures liées à la fin de la DSP.

Les principales recettes de 2 555 116 € sont constituées par les contributions des collectivités adhérentes, soit 950 € par station (liste arrêtée au 25 juin 2018) et par la refacturation des charges mutualisées au budget annexe, permettant de couvrir les dépenses de l'Agence.

En 2025, comme les années précédentes, le budget primitif Autolib' sera construit sur la base d'un appel à contribution des collectivités adhérentes.

Conformément à la procédure habituelle, la contribution de fonctionnement 2025 proposée au budget principal, avant prise en compte du résultat constaté au CA 2024, aurait dû être portée à 1 450 € par station arrêté au 25 juin 2018, soit un montant total de 1,61 M€.

Cependant, la Cour administrative d'appel de Paris, par son jugement du 21 février 2025 dans le cadre du contentieux indemnitaire avec la SAS Autolib', nous oblige à intégrer au budget principal le montant des indemnités dues, un éventuel pourvoi en cassation n'étant pas suspensif.

La condamnation arrêtée est de l'ordre de 66 M€, portée à 75,5 M€ avec les intérêts au taux légal et leur capitalisation, ce qui fait un reste à financer, après déduction de la provision de 32,5 M€ constituée entre 2019 et 2023, de 43 M€, soit l'équivalent de 38 640 € par station.

Pour financer ce montant, il existe deux possibilités :

- Un versement immédiat de 38 640 € par station par les collectivités adhérentes concernées, auquel s'ajouterait le montant de 1 450 € par station de contribution de fonctionnement avant prise en compte du résultat constaté au CA 2024,
- Un emprunt à étaler sur 5 ans dont le remboursement du capital (43 M€) et des intérêts (4 M€ avec comme hypothèse un taux à 3 %) serait financé par un appel à contribution aux collectivités adhérentes concernées, soit environ 8 440 € par station et par an, auquel s'ajouterait pour l'année 2025 le montant de 1 450 € par station de contribution de fonctionnement en 2025 avant prise en compte du résultat constaté au CA 2024.

La seconde possibilité est sous réserve de l'accord de la DGFIP et de la DGCL, qui viennent d'être sollicitées afin de pouvoir bénéficier de la procédure dérogatoire d'étalement d'une charge exceptionnelle de fonctionnement transférée en section d'investissement puis de l'accord d'un établissement financier à trouver.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20250317-2025-04-DE
Date de réception préfecture : 17/03/2025

1.2. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole

Depuis le 8 février 2017, l'Agence pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib' Métropole.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires, fait l'objet d'un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédié au service Velib' Métropole. Les crédits sont principalement inscrits en section de fonctionnement.

Le déploiement du service Velib' Métropole était initialement prévu sur la période de janvier à avril 2018 avec la mise en service de 1 400 stations. Toutefois, en raison de dysfonctionnements importants, le titulaire du marché n'a pas été en mesure d'assurer des termes du contrat de façon satisfaisante avant la fin d'année 2019.

Le contexte de mouvements sociaux et de grève des transports de la fin de l'année 2019 et début 2020 puis les mesures exceptionnelles prises pour faire face à la crise liée à la pandémie de Covid 19 ont provoqué une forte augmentation de la fréquentation du service Velib' Métropole. En dépit des contraintes sanitaires qui ont été imposées aux entreprises et aux salariés, Smovengo a pu assurer la continuité du service. Cette évolution positive s'est accompagnée d'une modification sensible de l'utilisation du service avec un usage très marqué des vélos à assistance électrique (VAE) par rapport à celui des vélos mécaniques (VM), qui représentaient pourtant plus de deux tiers du parc des vélos disponibles, ce qui a eu des incidences importantes sur les conditions d'exploitation du service.

Le service a poursuivi son développement de 2021 à 2024 avec l'ouverture de 98 stations supplémentaires.

1.3. L'année 2024

La structure du budget annexe est restée sensiblement la même.

Les principales recettes du budget annexe Velib' Métropole sont composées :

- Des recettes des usagers, 30,69 M€ ;
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris : 6,85 M€ ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes au service Velib' Métropole : 27,96 M€ ;
- Des recettes pour les prestations annexes : 1,81 M€.

Les principaux postes de dépenses comprennent :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' Métropole (1 050 stations dont 1 010 à Paris) : 39,85 M€ ;
- Le paiement annuel de la prestation au chapitre 1 du bordereau de prix unitaires (392 stations hors Paris) : 9,36 M€ ;
- Le paiement pour de nouvelles stations : 1,04 M€
- L'indemnité pour vol et vandalisme : 1,59 M€ ;
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers : 4,78 M€ ;
- La surutilisation des VAE (avenant 12) : 4,68 M€ ;
- L'exploitation des VAE supplémentaires (30% initialement, 40% depuis 2020) : 1,13 M€ ;
- Les dépenses des prestations complémentaires commandées : 1,60 M€ ;
- Les stations humanisées, spécialement durant les JO et JOP : 1,06 M€ ;
- Les dépenses courantes de fonctionnement du Syndicat pour la gestion de la compétence Velib' Métropole qui comprennent les dépenses de personnel dédiées au service, le remboursement au budget principal des personnels mutualisés, les charges de location et les honoraires pour diverses prestations, notamment d'assistance juridique pour 2,28 M€.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20250317-2025-04-DE
Date de télétransmission : 17/03/2025
Date de réception préfecture : 17/03/2025

1.4. Les principales évolutions à venir en 2025

Les principaux éléments à prendre en compte pour le budget primitif 2025 sont :

- Le coût du marché en raison de l'évolution de la valeur des indices figurant au contrat en sachant que les indices restent à ce jour provisoires (+25% par rapport à 2017 mais équivalent à 2024), soit 49,66 M€ ;
- L'intéressement aux recettes 2024 pour 5,93 M€ ;
- La compensation de surutilisation des vélos : le montant est évalué à 5,97 M€ en 2025 ;
- L'exploitation des stations au-delà de 1402, soit 420 000 € ;
- L'extension de bornes dans Paris pour 265 000 €.

2. La structure de la dette du Syndicat

Le Syndicat a désormais complètement remboursé l'emprunt d'un montant de 18 millions d'euros d'une durée globale de 11 ans et cinq mois, strictement destiné à financer les investissements prévus en stations Autolib'.

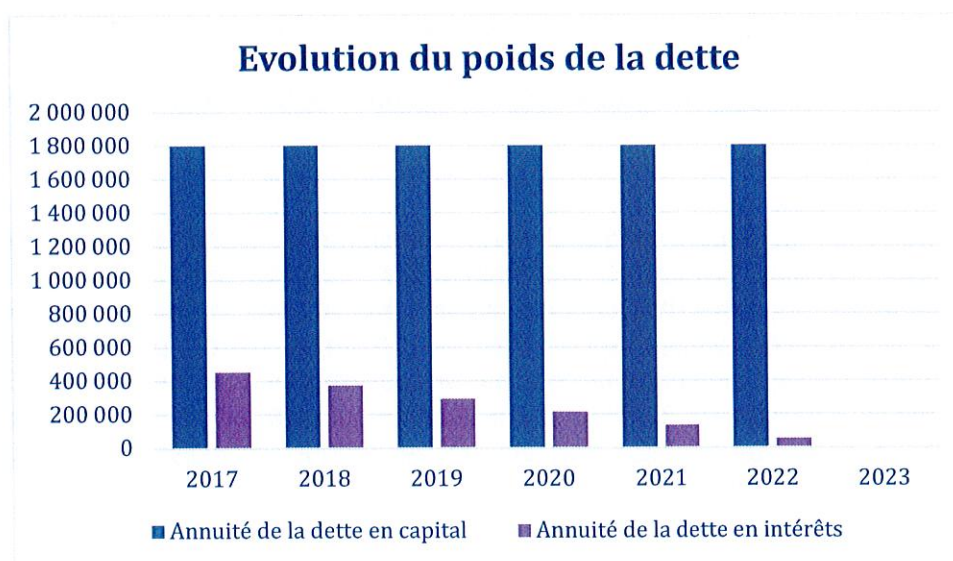
Ce prêt comportait une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'au 28 août 2012, période durant laquelle l'emprunteur effectuait des tirages et des remboursements au gré de ses besoins.

Ce prêt comportait une deuxième phase dite de consolidation d'une durée de 10 ans à compter du 28 août 2012.

Les caractéristiques de cet emprunt étaient les suivantes :

- Capital initial : 18 000 000,00€
- Durée initiale : 120 mois
- Date de mise en place : 28/08/2012
- Taux : 4,3650%

La classification GISSLER, dans sa charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales, classe cet emprunt dans la catégorie 1A.



Le capital amorti au 31/12/2022 est de 18 000 000 euros. Le capital restant dû est nul au 1^{er} janvier 2023.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20250317-2025-04-DE
Date de télétransmission : 17/03/2025
Date de réception préfecture : 17/03/2025

3. Les projections budgétaires pour 2025

Le présent rapport détaille les projections pour 2025 des deux budgets : d'abord le budget principal concernant la compétence Autolib', puis le budget annexe concernant la compétence Velib'.

3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget principal (compétence Autolib') en 2025

Les recettes 2025 pour le service Autolib' proviendront principalement des contributions des collectivités adhérentes. Les montants à inscrire seront les suivants :

- Une contribution des collectivités pour le fonctionnement du Syndicat dont le montant se décompose de la manière suivante :
 - De manière certaine, un montant de 1 450 € euros par station Autolib' arrêté au 25 juin 2018, soit un montant total de 1,61 M€. Ces montants seront réduits au moment du budget supplémentaire suite à l'intégration du résultat définitif de l'exercice 2024 ;
 - Suite à la condamnation de l'Agence par la Cour administrative d'appel, deux scénarios sont envisageables :
 1. L'inscription d'un montant de 38 640 € par station pour les communes réglant immédiatement leur part due au titre du contentieux (en plus des 1 450 € ci-dessus) ;
 2. L'inscription d'un montant de 8 440 € par station pour les communes choisissant l'étalement de la charge générée par l'arrêt de la Cour sur 5 ans, sous réserve de l'accord dérogatoire de la DGFIP et de la DGCL pour l'étalement d'une charge exceptionnelle de fonctionnement transférée en section d'investissement (en plus des 1 450 € ci-dessus).

Si toutes les communes faisaient le choix du premier scénario, la contribution totale à inscrire serait de 44,61 M€.

Si elles faisaient unanimement le choix du second scénario, la contribution totale serait de 10,97 M€.

- La reprise de provision de 32,5 M€ ;
- La quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' Métropole (1,73 M€) ;
- Un virement en compte de résultat des subventions reçues pour 2,84 M€ (recette d'ordre).

Les dépenses 2025 sur le budget principal seront constituées, d'une part, des frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers) et les études et honoraires d'avocats nécessaires à la suite de la fin de la DSP Autolib' estimé à 2,77 M€ en légère hausse par rapport à 2024 (+15 %), et, d'autre part, du règlement du contentieux Autolib' avec l'indemnité arrêtée par la Cour d'appel à un montant de 75,5 M€ financé par reprise de provision de 32,5 M€ et par le choix qui sera fait par les communes en ce qui concerne le solde de 43 M€ : soit via un versement immédiat des collectivités concernées, soit via un emprunt.

Les dépenses d'ordre sont estimées à 3,38 M€.

3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2025

Au budget annexe Velib' Métropole, sont prévus en dépenses pour 2025 :

- Le versement au titulaire du marché du montant annuel indexé : **49,21** millions d'euros.
Le coefficient de révision de prix, applicable au marché, resterait stable par rapport à 2024. Le coefficient définitif de révision de prix du marché sera connu courant mars 2025. La modification éventuelle de ce paramètre devra donc être intégrée au premier semestre 2025, par exemple dans le cadre du vote du BS 2025.
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers et la compensation de la surutilisation des vélos au cours de l'année antérieure pour un montant cumulé total de 11,90 M€, en hausse de 2,44 M€ du fait de recettes exceptionnelles en 2024 notamment grâce aux JO et JOP ainsi qu'à une surutilisation des VAE toujours élevée.
- L'indemnité pour vol et vandalisme des vélos et des stations pour un montant de 2,04 M€, ce montant correspondant au maximum défini dans le marché.
- Les dépenses des prestations complémentaires : 0,61 M€
- L'installation et l'exploitation de stations supplémentaires : 0,5 M€
- Le surcoût lié à l'augmentation des VAE : 1,14 M€
- L'exploitation des vélos-stations au-delà de 1 402 : 0,4 M€
- L'extension bornes parisiennes pour 0,27 M€
- Les stations humanisées pour 0,1 M€
- L'impôt sur les sociétés et la CVAE 0,25 M€
- Les dépenses de fonctionnement du budget de la Régie Velib' sont estimées pour 2025 à 2,2 M€. Elles concernent les dépenses suivantes :
 - Charges de personnel dédiées uniquement au service Velib' Métropole (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) ;
 - Les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) ;
 - La quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens (locaux, logistique, ...) mutualisés avec le service Autolib'.
- Des dotations aux amortissements (dépenses d'ordre) pour un montant de 2 220 €.

Le budget 2025 est marqué par la forte augmentation de l'intéressement aux recettes et à la compensation de surutilisation des VAE. Une incertitude persiste quant au coefficient de révision de prix à appliquer au marché qui ne sera connu que courant du mois de mars mais il semble stagner par rapport à 2024.

L'année 2025 sera marquée également par l'installation de nouvelles stations (40) principalement sur le territoire des collectivités nouvellement adhérentes au service Velib'.

Au total, le montant des dépenses est estimé à 68,62 M€, soit une augmentation de 1,16 % par rapport à 2024 (+0,79 M€).

En recettes, le budget annexe Velib' Métropole sera composé :

- Des recettes usagers :

Les recettes usagers avaient connu une croissance très importante durant l'année 2020 à la suite du plein déploiement du service, et cela dans le contexte très particulier des grèves en début d'année et du contexte sanitaire peu après.

En 2021, le contexte a été lui aussi très particulier avec la poursuite des restrictions (couvre-feu et confinement) et l'accroissement du recours au télétravail. De plus, une nouvelle grille tarifaire a été mise en place en août. Finalement, le niveau de recettes usagers en 2021 a été très légèrement inférieur à la réalisation de 2020 (- 3 %).

En 2022, avec les effets de la nouvelle grille tarifaire, et alors que le contexte sanitaire s'améliorait, une hausse des recettes était attendue, avec un objectif de l'ordre de 22 M€. Pour finir, les recettes se sont élevées à 25,35 M€, soit plus de 3 M€ de plus que le montant budgété.

Pour 2023, compte tenu de la tendance constatée sur les usages en 2022 et de la nouvelle grille tarifaire, le montant des recettes usagers a été estimé à 30,2 M€ mais 27,98 M€ ont été encaissés.

En 2024, grâce notamment aux JO et JOP, les recettes usagers ont atteint un montant jamais vu, soit 32,51 M€.

Pour 2025, compte tenu du développement du service, de la tendance constatée sur les usages 2024 et du nombre d'abonnés record (473 000 en janvier 2025), et en prenant soin de neutraliser l'effet JO et JOP, les recettes sont estimées à 31,85 M€.

- D'une subvention de la Métropole du Grand Paris (MGP) de 7,34 M€ (4,99 M€ au titre des stations de la première phase de déploiement et 2,35 M€ pour les nouvelles stations) en l'état de la convention qui lie la MGP et l'Agence ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes à l'option Velib' Métropole sur la base de 1 528 stations dont 1 010 stations pour la Ville de Paris et 518 stations pour les communes hors de Paris. Les montants de ces contributions devraient rester inchangés :
 - 1 200 € par station au titre de la contribution de fonctionnement du Syndicat pour l'ensemble des collectivités ;
 - 21 104 € par station au titre de la contribution d'exploitation du service pour la Ville de Paris ;
 - 9 952 € par station au titre de la contribution d'exploitation pour les collectivités hors Paris ;

Soit au total 28,20 M€ de contributions venant des collectivités.

- Du remboursement de frais de dépose, de repose et de neutralisation des stations pour 1,23 M€. Cette recette augmente au fur et à mesure que le réseau s'étend et que le nombre de demandes de travaux augmentent.

Le montant des recettes à inscrire au budget annexe en 2025 est donc estimé à 68,62 M€. Il est en augmentation de 0,79 M€, soit 1,16 % par rapport à 2024.

En l'état de ces orientations budgétaires, comme chaque année depuis 2018, l'équilibre du budget annexe repose principalement sur les contributions des collectivités adhérentes et les recettes usagers.

4. Les effectifs du Syndicat

4.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2024

La répartition des effectifs budgétaires par filière et par catégorie au 31 décembre 2024 est la suivante :

| Filières | Titulaires | | | Contractuels | | | Total |
|---------------|------------|----------|----------|--------------|----------|----------|-----------|
| | A | B | C | A | B | C | |
| Administratif | 7 | 2 | 3 | 5 | - | - | 17 |
| Technique | 3 | - | 3 | 2 | - | - | 8 |
| TOTAL | 10 | 2 | 6 | 7 | 0 | 0 | 25 |

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, **l'effectif**, par rapport à l'année 2023 et aux prévisions de l'année 2024, a peu évolué : 26 en 2023 et 25 en 2024.

Comme les années précédentes, une répartition du pourcentage entre le budget principal et le budget annexe a été opérée.

Les dépenses de rémunération

Les dépenses de rémunération jusqu'au 31/12/2024 tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires et les avantages en nature se répartissent de la manière suivante :

| Éléments de rémunération | Masse salariale globale au 31/12/2024 en € | Proportion % |
|-------------------------------------|--|----------------|
| Traitements indiciaires | 845 387,76 € | 46,92% |
| Régimes indemnitaires | 456 733,48 € | 23,69% |
| Nouvelles bonifications indiciaires | 6 493,80 € | 0,38% |
| Heures supplémentaires | 3 135,05 € | 0,03% |
| Avantages en nature | 0,00 € | 0,00% |
| Contributions employeur | 534 093,86 € | 28,68% |
| Autres éléments de rémunération | 5 425,10 € | 0,30% |
| Total | 1 851 269,05 € | 100,00% |

Les dépenses par activité au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

| | Coût par activité au 31/12/2024 |
|------------------------------------|--|
| Budget principal | 191 478,40 € |
| Budget annexe | 1 659 790,65 € |
| TOTAL de la masse salariale | 1 851 269,05 € |

Les montants refacturés au 31 décembre 2024 s'établissent de la manière suivante :

| | Budget 2024 | au 31/12/2024 | Solde au 31/12/2024 |
|--|---|---|----------------------------|
| Budget principal | 1 277 700,00 € | 1 277 628,36 € | 71,64 € |
| Budget annexe | 1 660 000,00 € dont 1 065 000,00 € de refacturation | 1 659 790,65 € dont 1 086 149,96 € de refacturation | 209,35 € |
| TOTAL | 2 937 700,00 € | 2 937 419,01 € | 280,99 € |
| <i>TOTAL hors refacturation</i> | <i>1 872 700,00 €</i> | <i>1 851 269,05 €</i> | |

La refacturation concerne les agents exerçant principalement les fonctions mutualisées.
Comme indiqué ci-dessus, la refacturation pour l'année 2024 s'élève à **1 086 149,96 €**.

4.2. Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2025 (budget principal et budget annexe Velib')

En 2025, l'effectif global du personnel devrait peu évoluer par rapport à 2024.

| Filières | Titulaires | | | Contractuels | | | Total |
|---------------|------------|----------|----------|--------------|----------|----------|-----------|
| | A | B | C | A | B | C | |
| Administratif | 6 | 2 | 3 | 6 | - | - | 17 |
| Technique | 4 | - | 3 | 2 | - | - | 9 |
| TOTAL | 10 | 2 | 6 | 8 | 0 | 0 | 26 |

La masse salariale globale devrait s'établir à 3 182 200 € en 2025 en tenant compte de l'augmentation des cotisations patronales pour les fonctionnaires (+ 5 %), du transfert d'agents du budget annexe sur le budget principal, de la création d'un emploi compte tenu de l'évolution de l'Agence, du GVT, et du transport. L'augmentation **de la masse salariale** hors refacturation serait donc de **5,51 %**.

| | Prévision BP 2025 | BP (voté) 2024 |
|-----------------------------------|---|---|
| Budget principal | 1 624 800,00 € | 1 277 700,00 € |
| Budget annexe | 1 557 400,00 € dont 1 206 400,00 € de refacturation | 1 660 000,00 € dont 1 065 000,00 € de refacturation |
| TOTAL | 3 182 200,00 € | 2 937 700,00 € |
| TOTAL (hors refacturation) | 1 975 800,00 € | 1 872 700,00 € |

La refacturation prévisionnelle pour l'année 2025 devrait s'élever à **1 206 400,00 €**.
La prévision par activité 2025 serait de :

| | Prévision par activité BP 2025 | BP (voté) 2024 |
|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| Budget principal | 418 400,00 € | 212 700,00 € |
| Budget annexe | 1 557 400,00 € | 1 660 000,00 € |
| TOTAL (hors refacturation) | 1 975 800,00 € | 1 872 700,00 € |

4.3 Le temps de travail pour l'ensemble du personnel

Comme les années précédentes, les agents de l'Agence (Autolib' et Velib'), sous réserve de l'accord de la hiérarchie, peuvent choisir parmi 4 temps de travail hebdomadaires (35h15 ; 36h30 ; 37h30 et 38h20).

De plus, une diversité de cycles de travail hebdomadaires est proposée aux agents (4, 4,5 et 5 jours) pour leur permettre une plus grande souplesse et flexibilité organisationnelle et une meilleure articulation entre leur vie professionnelle et leur vie privée.

Le temps de travail hebdomadaire peut également s'effectuer en télétravail à raison de 2 jours maximum par semaine pour un cycle de 5 jours, 1,5 jours pour un cycle de 4,5 jours et 1 jour maximum pour un cycle de 4 jours.

4.3. Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire mis en œuvre pour l'ensemble des agents de l'Agence est le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et du (CIA).

4.4. La nouvelle bonification indiciaire (NBI)

Cinq fonctionnaires (trois en catégorie A, un en catégorie B et un en C), bénéficient au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste d'une NBI de 10 à 25 points.